



PRÉFET DU BAS-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Il sera procédé, du **mercredi, 10 mai 2023 au lundi, 12 juin 2023 inclus, soit pour une durée de 34 jours**, sur le territoire de la commune de Châtenois, à l'enquête préalable à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Châtenois, afin de permettre la réalisation du projet d'aménagement d'une aire de covoiturage située dans l'emprise publique de la route départementale 59.

Les décisions susceptibles d'intervenir au terme de l'enquête publique sont :

- une délibération de la collectivité européenne d'Alsace approuvant ou rejetant la déclaration de projet
- une délibération du conseil municipal de Châtenois approuvant ou refusant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Châtenois

Le président du tribunal administratif de Strasbourg a désigné monsieur Jean BIEWER, ingénieur en industrie chimique, en qualité de commissaire enquêteur.

Il siègera en mairie de Châtenois et visera toutes les pièces du dossier d'enquête. Il est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour l'accomplissement de sa mission.

Un dossier d'enquête comportant notamment une notice explicative du projet, la décision de la mission régionale de l'autorité environnementale ainsi que le compte-rendu de la réunion d'examen conjoint sera déposé en version papier durant toute la durée de l'enquête afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de Châtenois (mairie : 81, rue du maréchal Foch 67730 Châtenois) ;

Le dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur :

- le site internet de la préfecture du Bas-Rhin à l'adresse suivante :
<https://www.bas-rhin.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Expropriation-pour-cause-d-utilite-publique/Urbanisation>
- le site internet du registre dématérialisé :
<https://www.registredemat.fr/cea-airedecovoiturage-chatenois>
- un poste informatique en mairie de Châtenois, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ;

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet à la mairie de Châtenois aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux ; le registre d'enquête préalable à la déclaration de projet est coté, paraphé, clos et signé par le commissaire-enquêteur ;
- par voie postale, à l'attention du commissaire enquêteur, à la mairie de Châtenois (adresse ci-dessus) ;
- sur le registre dématérialisé : airedecovoiturage-chatenois@registredemat.fr

- par voie électronique sur l'adresse mail dédiée : pref-enquetes-publiques@bas-rhin.gouv.fr, en mentionnant comme objet : « **Déclaration de projet et mise en compatibilité du PLU de Châtenois** ».

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ou reçues par le commissaire enquêteur pendant les permanences prévues à l'article 6 ci-après sont consultables au siège de l'enquête fixé à l'article 1.

Les observations et propositions transmises par le public au commissaire enquêteur sur l'adresse électronique dédiée seront accessibles et consultables sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin à la même adresse que celle mentionnée à l'article 4.

En outre, le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Châtenois pour recevoir ses observations et propositions aux jours et heures suivants :

- Mercredi 10 mai 2023 de 8h45 à 11h45 ;
- Samedi 20 mai 2023 de 8h45 à 11h15 ;
- Jeudi 1^{er} juin 2023 de 14h45 à 17h45 ;
- Lundi, 12 juin 2023 de 14h15 à 16h45 ;

Pour toute information complémentaire sur le projet, le public peut contacter monsieur Jean-Philippe Mathis, par courrier à son attention (collectivité européenne d'Alsace - DRIM – service routier de Sélestat - 35 route d'Orschwiller 67600 Sélestat) ou par voie électronique (serviceroutier.selestat@alsace.eu).

Le présent arrêté sera publié par tous les procédés en usage sur le territoire de la commune concerné quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire de la commune de Châtenois et sera certifié par lui.

En outre, à la diligence de la préfecture, un avis d'enquête portant les mentions du présent arrêté sera publié dans deux journaux locaux au moins quinze jours avant la date d'ouverture de l'enquête, puis rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Enfin, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé par les soins de la collectivité européenne d'Alsace à l'affichage du même avis sur les lieux de l'opération ou en un lieu situé au voisinage des travaux projetés et visible de la voie publique, conformément à l'article R.123-11 du code de l'environnement.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui examinera les observations consignées ou annexées au registre, et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter, ainsi que le maître d'ouvrage, s'il le demande.

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération : il donnera son avis sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Châtenois.

L'ensemble du dossier sera transmis par les soins du commissaire enquêteur dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête au préfet du Bas-Rhin, direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial, à Strasbourg.

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur à la préfecture (bureau 108), en mairie de Châtenois et pendant une durée d'un an après la clôture de l'enquête publique sur le site internet du département du Bas-Rhin.